

LES DISCUSSIONS DE NOTRE VIII^e CONGRÈS MONDIAL

Le IV^e Internationale vient de tenir son Congrès mondial, le deuxième depuis la réunification faite en 1963 après une scission qui dura une dizaine d'années, le huitième depuis sa fondation sous l'initiative de Léon Trotsky en 1938. Soulignons d'abord que la IV^e Internationale qui est l'objet de tant d'attaques, de dénigrements, qui a tant de fois été déclarée morte, n'a jamais cessé de fonctionner comme un parti mondial, et que ses congrès mondiaux, qui en sont l'expression suprême, se sont tenus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à intervalles réguliers d'environ deux à trois années. Elle est la seule organisation internationale qui fonctionne régulièrement comme un parti mondial.

Les congrès de la IV^e Internationale avaient toujours été le lieu de discussions approfondies sur les grands problèmes du moment, de la part de représentants de sections venus de tous les continents. Ce fut une fois encore le cas pour le Congrès mondial qui se tint en décembre 1965. Les documents adoptés seront publiés en français, aussitôt que possible, dans un numéro spécial de la revue **Quatrième Internationale**. Les autres organes trotskystes les publieront, en diverses autres langues.

Le texte présenté par le Secrétariat Unifié sortant sur la situation en Europe occidentale, et celui sur les développements du conflit sino-soviétique qui se sont produits depuis le congrès précédent ont donné lieu surtout à des mises au point, des précisions, sur des problèmes qui avaient été déjà depuis longtemps débattus et suivis de très près par les sections de la IV^e Internationale.

Les principales discussions du Congrès mondial ont porté, à partir de textes présentés par le Secrétariat Unifié.

La discussion relative à la révolution africaine était basée sur un texte qui, pour la première fois, s'efforçait d'embrasser l'ensemble des développements nouveaux et disparates qui caractérisent depuis plusieurs années le continent noir. Elle a porté principalement sur deux sujets essentiels :

a) la révolution algérienne, notamment à la lumière des enseignements du coup d'Etat du 19 juin 1965 qui a porté Boumedienne au pouvoir. Le Congrès fut unanime à voir dans cette opération un coup à droite qui a accru les dangers pour les conquêtes que la révolution avait déjà faites. Mais les discussions portèrent principalement sur la nature du gouvernement Ben Bella renversé par ce coup : était-il, comme la direction sortante de l'Internationale l'avait qualifié, un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens transitoire que l'Internationale communiste d'abord, le Programme de transition de la IV^e Internationale ensuite ont donné à ce terme (c'est-à-dire un gouvernement non marxiste-révolutionnaire, mais s'appuyant toutefois sur les masses, prenant des mesures anticapitalistes et qui, s'il se montrait conséquent, aboutirait à la création d'un Etat ouvrier, sinon ouvrirait la voie à un développement en sens inverse) ? Ou bien, si ce n'était pas un tel gouvernement, comme plusieurs délégués l'ont soutenu, arguant que depuis assez longtemps Ben Bella ne se livrait plus à des mobilisations de masse, comment apprécier un tel gouvernement ? Une majorité du congrès se prononça en faveur de la qualification de « gouvernement ouvrier et paysan » ; cependant, le Congrès estima que la discussion se poursuivrait sur une telle question dont l'importance théorique était indéniable.

b) la nature sociale de plusieurs pays africains où des transformations révolutionnaires parfois très considérables avaient été effectuées, mais qui posaient des problèmes théoriques très importants. Il s'agissait d'une gamme de pays d'ailleurs très différents, s'étendant par exemple du Mali, qui est à un niveau économique encore très bas, à l'Egypte qui, même avant la venue de Nasser au pouvoir, avait une industrie développée au moins dans certains domaines et où les nationalisations et la réforme agraire avaient pris une ampleur très grande.

Il ne nous est pas possible, sans courir le risque de défigurer les points de vue, de résumer en quelques lignes la discussion et les positions adoptées. Celle-ci ne porta pas seulement sur la nature encore capitaliste de ces pays (qui ne fut pas mise en cause par aucun délégué), mais sur les perspectives de ces pays, les problèmes qui se posaient pour les militants marxistes révolutionnaires, les programmes qu'ils devaient mettre en avant et les tactiques qu'ils devaient suivre.

Le texte adopté, consacré à la révolution africaine fournira au lecteur, nous en

sommes certains, une première étude marxiste approfondie sur des problèmes relatifs à des sociétés qui procèdent à des bouleversements destinés à leur faire franchir un bond de plusieurs siècles, dans quelques cas, depuis la décomposition de sociétés tribales jusqu'à l'aspiration à la construction d'une société socialiste. En raison de la nouveauté de ces problèmes et des données somme toute encore limitées que les événements des récentes années ont apportées, le Congrès, en adoptant ce texte, a chargé la nouvelle direction de continuer à suivre ces problèmes et de maintenir la discussion ouverte sur eux.

Le projet de résolution sur la situation politique internationale a donné lieu à d'importantes discussions sur plusieurs sujets essentiels. Tout d'abord, il a souligné le fait que l'impérialisme américain, depuis environ deux ans, a résolu d'intervenir désormais immédiatement et puissamment avec ses forces armées partout où il voit un danger de révolution socialiste. La guerre du Vietnam est l'illustration la plus

dramatique de cette orientation. Mais Saint-Domingue a montré que, même lorsqu'un mouvement se produit sous une direction petite bourgeoise, il suffit que celle-ci ait procédé à un début d'armement populaire pour que Washington crie au communisme et envoie des milliers de soldats. Cette orientation résolue de l'impérialisme américain n'a pas opéré un renversement du rapport global des forces dans le monde, mais elle a cependant entraîné une série de revers graves. De ce fait la question de directions révolutionnaires de haute qualification politique et d'une direction révolutionnaire internationale se montre plus impérieuse que jamais. Une des conditions de victoire est d'empêcher l'impérialisme américain de concentrer ses forces sur tel ou tel point du globe, mais de le contraindre à une dispersion qui serait au-dessus de ses forces.

Le Congrès a lancé un appel pour un soutien plus résolu au peuple vietnamien, que nous publions par ailleurs. Il a souli-

(Suite page 8)

ITALIE : Le congrès du Parti socialiste d'unité prolétarienne

Le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne est né en 1964 de la scission de l'aile gauche du P.S.I. qui ne voulait pas se soumettre à la politique de Nenni. Cet acte politique était en lui-même important puisqu'il marquait la volonté d'un secteur très important du mouvement socialiste de s'opposer à la dégradation progressive de l'affirmation politique ouvrière, mais il ne résolvait pas pour autant le problème de la définition d'une stratégie de lutte pour le socialisme. Organisée en parti, la vieille gauche socialiste était obligée de dépasser le stade de la simple critique des positions officielles du P.S.I. : il lui fallait opposer aux autres organisations ses propres thèses, en un mot, trouver sa place dans le jeu politique italien. Cela signifiait en particulier que les rapports avec le P.C.I., la plus grande organisation ouvrière, devenaient le problème-clé. Aligné totalement sur les positions du P.C.I., le P.S.I.U.P. risquait de ne plus avoir de raison d'être, critiquant les communistes sur la gauche il s'exposait à des réactions brutales de l'appareil du P.C.I.

En fait, le groupe dirigeant du P.S.I.U.P., très largement dominé par les anciens collaborateurs de Rodolfo Morandi, essaya de se tirer d'une situation qu'il considérait comme épineuse en suivant une ligne moyenne : minimum de critiques à l'égard du P.C.I., mise en avant de quelques positions avancées. Il apparut ainsi dès le début que le P.S.I.U.P. se refusait à trouver des éléments positifs dans le centre-gauche, contrairement à la direction du P.C.I. Mais, bien évidemment, une grande partie des adhérents du nouveau parti, surtout les jeunes, ne pouvaient se satisfaire de cette prudence et ne manquèrent pas d'exercer une très forte pression sur la direction. Le P.S.I.U.P., ou plus exactement son groupe dirigeant, fut contraint de condamner nettement les positions de Giorgio Amendola, et de manifester des réserves à l'égard de la politique d'unification socialiste préconisée par Luigi Longo. Cette poussée vers la gauche arriva à son point maximum avec une réunion nationale sur le travail de masse où la politique du P.C.I. de non-intervention dans les entreprises fut critiquée et où certains orateurs dénoncèrent la politique togliattienne suivie depuis 1943 (vingt années d'erreurs, a dit Libertini). Tout cela était d'assez bon augure pour le congrès et il est vrai que les thèses préparatoires furent un écho assez net des préoccupations des militants les plus dynamiques. Inspirées, semble-t-il, surtout par Lucio Libertini et Vittorio Foa, elles développèrent d'assez bonnes analyses de la réalité du capitalisme italien et international et proposaient une conception presque correcte du programme de transition vers le socialisme. En outre, elles faisaient des références explicites à la nécessité d'un renouveau de l'internationalisme prolétarien ainsi qu'à la nécessité de lutter contre le Pacte atlantique. Il n'en fallait pas plus pour que la direction du P.C.I., déjà confrontée à la naissance d'un courant de gauche à l'intérieur du parti, réagisse avec vigueur.

Les pressions d'ordre divers sur la direction du P.S.I.U.P. se multiplièrent, et le congrès, caractérisé par de nombreuses manœuvres bureaucratiques, fut en retrait sur le niveau déjà atteint. Le rapport du secrétaire général du parti Tullio Vecchietti fut à plusieurs reprises en contradiction avec les thèses, et les références critiques à la politique du P.C.I. furent très peu nombreuses dans les interventions de la plupart des dirigeants. Fait caractéristique, une féroce bataille se déroula dans les coulisses sur la composition des organismes dirigeants, d'abord du comité central, puis

du secrétariat. Sur 81 membres n'entrèrent au Comité central que vingt militants de gauche, et Libertini, bien qu'il eût fait des concessions au groupe Morandini, ne put entrer au secrétariat. Vecchietti et ses amis durent, il est vrai, faire une concession, significative de la confiance qui les entourait, en acceptant le départ de Vincenzo Gatto du secrétariat et l'entrée de Lello Basso, élu en même temps président du comité central avec d'assez grands pouvoirs. Aussi, s'il y a eu indéniablement freinage de l'évolution vers la gauche, ne peut-on pas affirmer que celle-ci est complètement stoppée. Toute une série de facteurs jouent d'ailleurs dans le sens de la radicalisation : d'abord la proximité de l'unification social-démocrate P.S.I.-P.S.D.I. qui oblige le P.S.I.U.P. à durcir son opposition au centre-gauche, ensuite l'ampleur de la discussion interne du P.C.I. Longo et Amendola ont en effet suscité par la violence de leurs attaques contre Ingrao, Reichlin, etc., un véritable sursaut d'une partie de la base du P.C.I., qui, dans les réunions préparatoires au congrès de janvier, fait entendre sa voix avec force. Le conservatisme des appareils est battu en brèche et rien ne permet d'affirmer que ceux-ci pourront bientôt retrouver leur stabilité. Il s'offre par conséquent d'assez bonnes perspectives à la gauche du mouvement ouvrier. Certes, ni le P.S.I.U.P., ni la gauche du P.C.I. ne sont exempts de faiblesses, mais il faut considérer qu'un grand pas en avant a été accompli à partir du moment où les tabous les plus forts commencent à être mis en question.

CORRADO CORTESI.

PROCES DE COMMUNISTES EN POLOGNE

NOUS avons publié, d'après des informations parues dans le Monde, l'affaire de deux jeunes communistes polonais, Modzelewski et Kuron, qui avaient été arrêtés pour avoir fait circuler un mémoire de plus de cent vingt pages, développant un programme révolutionnaire antibureaucratique et qui avaient été condamnés l'été dernier à trois ans et demi et trois ans de prison. Ces jeunes hommes étaient des fils de vieux militants communistes. Le père de Modzelewski avait été, à la Libération, le ministre des Affaires étrangères après avoir occupé des fonctions importantes dans l'émigration communiste polonaise avant la guerre.

Il y a quelques semaines, l'écrivain Claude Roy rendait compte dans les colonnes du Nouvel observateur d'un voyage qu'il venait de faire en Pologne. Il présentait dans cet article les deux jeunes emprisonnés comme des fantasistes, des illuminés. Il ne faisait que reproduire le point de vue officiel polonais sur cette affaire. Même si tel était le cas, une protestation contre les lourdes condamnations n'aurait pas été inutile. Mais il aurait encore mieux valu se renseigner ailleurs qu'aux sources officielles.

Nous venons de recevoir les informations suivantes.

« Avec Modzelewski et Kuron, quatre autres personnes furent arrêtées. Leurs cas furent séparés. On leur reprocha non

La tentative de La Havane

LA conférence de La Havane, sur laquelle s'ouvre cette année, sera, quels qu'en soient les résultats, un événement de la plus grande importance. Elle exprime d'abord le profond besoin d'une nouvelle internationale révolutionnaire. Mais il y a loin du besoin à la réalisation. L'assemblée de Bandoeng, il y a dix ans, avait eu un profond retentissement mais n'avait guère permis que d'établir des bilans et de délimiter les frontières politiques profondes qui séparaient les groupes d'Etats d'un « tiers monde » sans homogénéité. L'échec du « Bandoeng » d'Alger, l'an dernier, fut précipité par le coup d'Etat du 19 juin, mais cette cause occasionnelle symbolisait parfaitement les contradictions qui rendaient la seconde conférence impossible : il n'y a pas de solutions positives à trouver entre Etats et organisations de nature différente qui vont des plus réactionnaires, alliés de l'impérialisme, aux révolutionnaires.

La conférence de La Havane est en fait une tentative de remédier à l'impasse d'un « second Bandoeng » en éliminant la réaction du « tiers monde » et en ne retenant que des critères d'anti-impérialisme. Le lieu de la conférence et la « puissance invitante » sont aussi les symboles de cette autre étape. Mais, comme l'on sait, les contradictions sont loin d'être écartées de ce nouveau type de conférence. D'abord elle est traversée par le conflit sino-soviétique qui tend à écraser toute véritable recherche d'une stratégie révolutionnaire par l'exigence d'un choix sans nuances entre ses schémas opposés également condamnés par les échecs internationaux de ces « directions ».

Le Parti communiste cubain pouvait sembler un arbitre parfait. Malheureusement, sa liberté de manœuvre paraît limitée dans un débat où les moyens de pression matérielle pèsent d'une lourde présence à l'arrière-plan. Le mélange de représentants gouvernementaux et ceux de partis est un autre obstacle à l'efficacité de cette conférence. Cependant, à l'heure où les monolithismes se brisent, la conférence de La Havane peut être une étape importante, de décantation, sur la voie de la recherche d'une stratégie anti-impérialiste unifiée, et, au-delà, vers l'Internationale de masses sans laquelle la révolution mondiale n'avance qu'en trébuchant et au prix de sacrifices inhumains et de tragiques retours en arrière.

Pour ces raisons, c'est avec le plus vif intérêt que nous nous pencherons sur les résultats de la conférence de La Havane, dont nous publierons une étude dans notre prochain numéro.

seulement leurs positions politiques, mais aussi des relations avec l'étranger, ce qu'ils déniaient. Ils défendirent leurs positions très fermement. Un des hommes arrêtés avec eux, Ludwig Haas, fut appelé comme témoin. Ayant été déporté pendant plus de quinze ans comme trotskyste par le régime stalinien lors de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, il défendit personnellement des points de vue trotskystes.

« Les accusés et le témoin firent le vieux salut communiste, le poing levé.

« Quand les sentences furent prononcées, les accusés chantèrent l'Internationale. C'est bien la première fois depuis la fin de la guerre que l'hymne prolétarien est chanté volontairement en Pologne. Les accusés furent accompagnés dans ce chant par des personnes dans l'audience, qui saluèrent également du poing. Elles subirent quelques repréailles par la suite.

A notre connaissance, c'est le premier procès de cette sorte depuis de longues années dans un Etat ouvrier. Ces jeunes communistes, c'est l'avant-garde d'un renouveau du mouvement communiste sous la botte de la bureaucratie. Celle-ci peut chercher à défigurer leurs positions, à ridiculiser leurs activités. Elle n'empêchera pas que d'autres communistes suivront l'exemple de Modzelewski et Kuron. D'autres poings se lèveront, d'autres Internationales seront chantées.